



Prévisions du marché du travail agricole du Québec jusqu'en 2025

La province du Québec, le deuxième employeur agricole en importance au Canada, sera confrontée à des difficultés grandissantes en matière de main-d'œuvre au cours des dix prochaines années.

Aperçu à l'échelle provinciale

Comptant 73 500 travailleurs en 2014, ou 20 % de la main-d'œuvre agricole canadienne, le Québec était le deuxième employeur en importance du secteur agricole canadien. Seule la province de l'Ontario représentait une part supérieure (27 %).

En ce qui a trait à son profil agricole national, le Québec est le principal employeur de l'industrie laitière* au Canada, près de la moitié des travailleurs de l'industrie (45 %) étant employés dans cette province. Le Québec est également le deuxième employeur de l'industrie porcine

* Dans les données tirées de l'information sur le marché du travail, le secteur agricole canadien est divisé en 11 domaines de production : 1) apiculture; 2) aquaculture; 3) bœuf; 4) produits laitiers; 5) fruits de champs et légumes; 6) céréales et oléagineux; 7) culture en serre et en pépinière et floriculture; 8) volaille et œufs; 9) mouton et chèvre; 10) porcs; 11) fruits de vigne et vigne.

au Canada, 22 % de la main-d'œuvre de cette industrie y étant située.

Employant près d'un travailleur agricole sur quatre (24 %), l'industrie laitière est le principal employeur agricole de la province. L'industrie de la culture en serre et en pépinière et de la floriculture et l'industrie des céréales et des oléagineux sont également de gros employeurs, représentant respectivement 18 % et 13 % de la main-d'œuvre agricole.

La province dispose d'une main-d'œuvre agricole plus jeune que la moyenne. En 2011, seuls 55 % des travailleurs étaient âgés d'au moins 45 ans, comparativement à 60 % pour l'ensemble du secteur agricole canadien.

En 2014, l'industrie agricole du Québec employait 73 500 personnes.

Il est resté 3 300 postes non pourvus, ce qui a coûté 116 millions de dollars à l'industrie.

D'ici 2025, il y aura 10 600 postes à pourvoir de plus que le nombre de travailleurs canadiens disponibles dans la province.



Les travailleurs étrangers représentent 12 % de la main-d'œuvre agricole du Québec, ce qui correspond exactement à la moyenne canadienne.

Malgré l'apport de travailleurs étrangers, le secteur agricole de la province n'est pas parvenu à pourvoir 3 300 postes en 2014, un déficit qui a coûté à l'industrie 116 millions de dollars.

D'ici 2025, le besoin de main-d'œuvre du Québec diminuera, principalement en raison de la demande limitée du marché pour les produits laitiers. Toutefois, comme le bassin de travailleurs diminue encore plus rapidement, la province peut s'attendre à des pénuries de main-d'œuvre encore plus importantes au cours de la prochaine décennie. À moins de trouver d'autres travailleurs canadiens ou étrangers, cette pénurie empêchera ce secteur agricole essentiel de la province d'atteindre son plein potentiel.

Tendances en matière de main-d'œuvre de 2004 à 2014

Au cours des dix dernières années, la demande de main-d'œuvre agricole du Québec est demeurée plutôt stable, avec une demande de main-d'œuvre plus élevée dans certaines industries, comme la production de cultures, ce qui a compensé la demande plus faible dans le secteur de l'élevage, notamment les industries laitière et porcine.



En 2014, on estime que les pénuries de main-d'œuvre agricole ont coûté au Québec 116 millions de dollars, ou 1,4 % des ventes.

Selon notre enquête auprès des employeurs agricoles de la province :

- 34 % ont été incapables de trouver suffisamment de travailleurs
- 34 % ont engagé des dépenses liées aux heures supplémentaires
- 19 % ont connu des pertes de production

Malgré une demande de main-d'œuvre relativement stable, le Québec n'a pas été en mesure de trouver suffisamment de travailleurs pour répondre aux besoins du secteur agricole. Il est resté 3 300 emplois non pourvus en 2014, soit l'équivalent de 4 % de l'effectif total requis. Bien que ce pourcentage soit relativement faible, cette pénurie de main-d'œuvre a entraîné des pertes de ventes se chiffrant à 116 millions de dollars.

L'industrie agricole du Québec fait face à divers obstacles dans ses efforts pour attirer et retenir suffisamment de travailleurs. La disponibilité de travailleurs possédant l'expérience et les compétences appropriées, y compris des compétences essentielles comme la lecture et la résolution de problèmes, constitue le principal obstacle au recrutement pour les employeurs agricoles du Québec. En outre, près d'un employeur agricole sur quatre (24 %) affirme que les conditions de travail nuisent à la capacité de retenir les travailleurs.

Les taux de roulement sont également un problème au Québec. Les taux de roulement volontaire et involontaire, 23 % et 12 % respectivement, se situent au-dessus de la moyenne nationale.

Enfin, l'augmentation du nombre de départs à la retraite et la baisse du nombre de jeunes disponibles pour remplacer les travailleurs agricoles plus âgés réduiront le bassin de

main-d'œuvre. Près d'un travailleur agricole sur quatre (23 %) du Québec devrait prendre sa retraite d'ici 2025, alors que le nombre de diplômés se joignant à l'effectif agricole chutera de 11 %.

Prévisions de l'industrie jusqu'en 2025

D'ici 2025, la hausse de la productivité dans l'industrie laitière devrait réduire la demande de main-d'œuvre dans cette province. Bien que la demande de main-d'œuvre dans le secteur agricole canadien devrait augmenter de 0,5 % par an au cours des dix prochaines années, la demande de main-d'œuvre agricole du Québec chutera de 0,4 % par an.

Cependant, bien que la demande de main-d'œuvre diminuera au Québec, cela ne résoudra pas les problèmes de main-d'œuvre agricole de la province, car le bassin de travailleurs canadiens diminuera à un rythme encore plus rapide. Le nombre relativement élevé de départs à la retraite et le nombre limité de jeunes se joignant à la population active agricole entraîneront une réduction de l'offre de main-d'œuvre de 0,7 % par an au cours de la prochaine décennie. Par conséquent, l'écart entre le nombre de travailleurs nécessaires dans le secteur et le nombre de travailleurs canadiens disponibles s'élargira, et 1 900 emplois supplémentaires risquent de demeurer non pourvus d'ici 2025. Au total, 10 600 emplois risquent de ne pas être pourvus en raison d'un manque de main-d'œuvre étrangère ou canadienne, soit l'équivalent de 14 % de l'effectif total requis. La majorité de ces emplois (environ 6 900) seront des postes de gestionnaire dans le domaine de l'agriculture, qui comprennent les propriétaires exploitants et les gestionnaires embauchés, ainsi que des postes d'ouvrier agricole polyvalent.

Relever le défi

La pénurie modérée de main-d'œuvre que connaît actuellement le secteur agricole du Québec continuera de croître. D'ici 2025, 15 % des emplois requis pour soutenir le secteur risquent de rester non pourvus si l'on ne parvient pas à trouver un



nombre suffisant de travailleurs canadiens et étrangers.

Si l'on tient compte du fait qu'en 2014, une pénurie de main-d'œuvre de seulement 4 % a entraîné des pertes de ventes se chiffrant à 116 millions de dollars, cette situation pourrait avoir des conséquences importantes sur la rentabilité du secteur et son potentiel de croissance dans cette province.

Pour résoudre ses problèmes de main-d'œuvre, la province devra surmonter un certain nombre de difficultés majeures :

- En 2014, près des trois quarts des exploitants agricoles ont déclaré avoir des difficultés à attirer de jeunes travailleurs.
- La pénurie de travailleurs qualifiés a touché plus des trois quarts des exploitations agricoles (77 %), les producteurs agricoles du Québec étant beaucoup plus susceptibles de citer comme problème l'insuffisance de compétences essentielles.
- La moitié des employeurs agricoles du Québec ont signalé que le maintien en poste des travailleurs était un problème important pour leur exploitation.
- En raison de sa grande dépendance à l'égard des travailleurs étrangers, le secteur agricole du Québec est vulnérable aux changements qui pourraient être apportés aux politiques et qui pourraient réduire, voire éliminer, l'accès à cette source de main-d'œuvre.

Toutefois, l'industrie agricole de la province possède aussi des points forts dont elle pourrait tirer parti :



- Au Québec, les exploitations agricoles ont tendance à se trouver plus près de grandes villes qui offrent des bassins de main-d'œuvre plus vastes.
- La province dispose de la main-d'œuvre agricole la plus jeune du Canada, et elle profitera d'un taux de départs à la retraite inférieur à la moyenne au cours des dix prochaines années.
- Une communication efficace et ciblée des avantages du travail agricole pourrait permettre d'attirer davantage de jeunes travailleurs.

À mesure que la pénurie de main-d'œuvre s'accroîtra, le Québec devra trouver des moyens de renforcer le bassin de main-d'œuvre canadienne afin d'éviter des pertes financières et d'atteindre son potentiel de croissance.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les tendances en matière de production et les défis liés au marché du travail dans le secteur agricole du Québec, veuillez consulter le rapport sur la question à l'adresse www.AgriLMI.ca.

À propos de cette fiche de renseignements

Les données fournies dans cette fiche de renseignements sont tirées des résultats d'une étude de trois ans portant sur la situation du marché du travail dans le secteur agricole canadien. Les renseignements ont été recueillis de la façon suivante : modélisation de la demande et de l'offre de main-d'œuvre selon la province, le produit de base et la profession; enquête et entrevues auprès de plus de 1 000 intervenants du secteur; validation des résultats à l'aide de groupes de discussion et de webinaires. Pour lire le rapport sur la question, ou accéder à d'autres fiches de renseignements et rapports pour chaque province et produit de base, veuillez visiter le www.AgrilMT.ca.

L'étude a été entreprise par le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture (CCRHA), un organisme sans but lucratif national qui s'occupe des questions relatives aux ressources humaines au sein des entreprises agricoles partout au Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Conseil et ses produits et services destinés au secteur agricole canadien, veuillez vous rendre à l'adresse www.cahrc-ccrha.ca.

Références photographiques : AGRICarières, Pierre Pepin, Nicolas Nesly

